

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

16 septembre 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 3 juillet 1978
relative aux contrats de travail
et la loi du 3 juin 2007 portant
des dispositions diverses relatives au travail
en ce qui concerne la numérisation
des documents sociaux**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DES DONNÉES
N° 146/2021 DU 10 SEPTEMBRE 2021**

Voir:

Doc 55 **0319/ (S.E. 2019):**

- 001: Proposition de loi de M. Anseeuw et consorts.
- 002: Amendement.
- 003: Avis du Conseil d'État.
- 004: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

16 september 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 3 juli 1978
betreffende de arbeidsovereenkomsten
en de wet van 3 juni 2007 houdende
diverse arbeidsbepalingen inzake
digitalisering van arbeidsrechtelijke
documenten**

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGS-AUTORITEIT
NR. 146/2021 VAN 10 SEPTEMBER 2021**

Zie:

Doc 55 **0319/ (B.Z. 2019):**

- 001: Wetsvoorstel van de heer Anseeuw c.s.
- 002: Amendement.
- 003: Advies van de Raad van State.
- 004: Amendementen.

05251

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 146/2021 du 10 septembre 2021

Objet: Avis sur la proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et la loi du 3 juin 2007 portant des dispositions diverses relatives au travail en ce qui concerne la numérisation des documents sociaux (Doc Parl. 55, 0319/001 à 004) (CO-A-2021-142)

Le Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »),
Présent.e.s : Mesdames Marie-Hélène Descamps et Alexandra Jaspar et Messieurs Yves-Alexandre de Montjoye, Bart Preneel et Frank Robben;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande d'avis de la Présidente du Parlement fédéral, Madame Eliane Tillieux, reçue le 29 juin 2021;

Vu le rapport d'Alexandra Jaspar;

émet, le 10 septembre 2021, l'avis suivant :

I. Objet et contexte de la demande

1. La Présidente du Parlement fédéral a sollicité l'avis de l'Autorité sur la proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et la loi du 3 juin 2007 portant des dispositions diverses relatives au travail en ce qui concerne la numérisation des documents sociaux et les propositions d'amendements 002 à 004 (Doc Parl. 55, 0319/001 à 004) (ci-après « la proposition de loi »).
2. Actuellement, la loi prévoit la possibilité pour le travailleur et l'employeur de conclure un accord en vue de déterminer quels documents sociaux visés à l'article 3ter de la loi du 3 juin 1978 relative aux contrats de travail et à l'article 16 de la loi du 3 juin 2007 portant dispositions diverses en matière de travail peuvent être envoyés et archivés par voie électronique.
3. La proposition de loi vise à renverser ce principe en faisant de l'envoi et de l'archivage électroniques la norme et en permettant au travailleur de solliciter de son employeur l'envoi et l'archivage sous format papier de certains de ces documents.
4. Il s'agit des documents suivants :
 - a. Le compte individuel du travail, tel que visé à l'article 4, §1^{er}, 2^o de l'arrêté royal n°5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue de documents sociaux ;
 - b. L'état des prestations du travailleur visé à l'article 9^{quater}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ;
 - c. Le décompte visé à l'article 15, alinéa 1^{er} de la loi précitée du 12 avril 1965 ;
 - d. Le document visé à l'article 20^{bis} de la loi précitée du 3 juillet 1978 que l'employeur est tenu de délivrer à son travailleur amené à exercer son travail dans un pays étranger pendant plus d'un mois ;
 - e. Le certificat visé à l'article 21 de la loi précitée du 3 juillet 1978, que l'employeur est tenu de délivrer à son travailleur en cas de cessation de ses fonctions auprès de lui.

II. Examen

5. La proposition de loi soumise pour avis comporte principalement une règle d'ordre procédural et n'encadre pas à proprement parler les traitements de données à caractère personnel qu'impliquent cette numérisation ; ce qui n'apparaît pas indiqué, le RGPD étant d'application.

6. L'adaptation qu'apporte la proposition de loi quant aux modalités d'archivage et/ou de communication des documents sociaux visés n'impacte pas la base de licéité de la réalisation de ces traitements de données à caractère personnel. Il s'agira généralement de traitements de données à caractère personnel nécessaires à la réalisation d'une obligation légale à laquelle l'employeur est astreint.
7. En prévoyant le droit unilatéral de requérir l'utilisation du format papier pour la communication et/ou l'archivage, la proposition de loi et la proposition d'amendement n°3 protègent, à juste titre, les travailleurs et les employeurs qui ne disposent pas des moyens ou connaissances techniques suffisantes pour assurer ou réceptionner ces envois et archivages par voie électronique dans des conditions de sécurité adéquates.
8. Cette garantie s'impose étant donné que le passage du format papier vers le format électronique implique, dans le chef des employeurs concernés, l'adoption de mesures de sécurisation appropriées telles que notamment le chiffrement afin de garantir le caractère confidentiel des données à caractère personnel envoyées et/ou archivées ; même si le format papier nécessite également l'adoption de mesures de sécurisation adaptées aux risques encourus. Ainsi que cela a été relevé par le Conseil d'Etat dans son avis sur la proposition de loi, il est donc indiqué, d'offrir ce droit aussi à l'employeur et non uniquement au travailleur.
9. Concernant les mesures de sécurisation des communications électroniques, l'Autorité relève, sans tendre à l'exhaustivité, que les employeurs doivent se prémunir contre le risque d'envoi vers des pays n'assurant pas un niveau de protection adéquat.
10. Enfin, afin d'assurer un bon degré d'information des employés quant à l'existence de ce droit de requérir un envoi sous format papier, l'Autorité recommande que la proposition de loi impose aux employeurs une obligation d'information de leurs employés à ce sujet.

Avis 146/2021 - 4/4

Par ces motifs,

L'Autorité,

Considère que la proposition de loi soumise pour avis doit être adaptée en ce sens :

1. octroi du droit de requérir un envoi ou un archivage papier également aux employeurs et non uniquement aux employés (cons. 7 à 8) ;
2. imposition aux employeurs d'une obligation d'information de leurs employés quant au droit dont ils disposent de requérir la réception de leurs documents sociaux sous format papier (cons. 10).



Pour le Centre de Connaissances,
Alexandra Jaspar, Directrice





Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 146/2021 van 10 september 2021

Betreft: Advies over het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de wet van 3 juni 2007 houdende diverse arbeidsbepalingen inzake digitalisering van arbeidsrechtelijke documenten (Doc. Parl. 55, 0319/001 tot 004) (CO-A-2021-142)

Het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit"),n
aanwezig: mevrouw Marie-Hélène Descamps, mevrouw Alexandra Jaspar, en de heren Yves-Alexandre de Montjoye, Bart Preneel et Frank Robben;

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, met name de artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van mevrouw Eliane Tillieux, Kamervoorzitter, ontvangen op 29 juni 2021;

Gelet op het verslag van Alexandra Jaspar;

Brengt op 10 september 2021 het volgende advies uit:

I. Onderwerp en context van de aanvraag

1. De Kamervoorzitter van het federaal parlement vraagt het advies van de Autoriteit over een wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de wet van 3 juni 2007 houdende diverse arbeidsbepalingen inzake digitalisering van arbeidsrechtelijke documenten (Doc. Parl. 55, 0319/001 tot 004) (hierna "het wetsvoorstel").
2. Momenteel voorziet de wet in de mogelijkheid voor de werknemer en de werkgever om een overeenkomst te sluiten om te bepalen welke sociale documenten bedoeld in artikel 3ter van de wet van 3 juni 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en in artikel 16 van de wet van 3 juni 2007 houdende diverse arbeidsbepalingen elektronisch mogen worden verzonden en gearchiveerd.
3. Het wetsvoorstel beoogt dit beginsel om te draaien door elektronische verzending en archivering tot norm te verheffen en de werknemer de mogelijkheid te bieden zijn werkgever te verzoeken sommige van deze documenten op papier te verzenden en te archiveren.
4. Het gaat om volgende documenten:
 - a. de individuele rekening zoals bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten;
 - b. de staat van de prestaties van de werknemer zoals bepaald in artikel 9quater, eerste lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers;
 - c. de afrekening bedoeld in artikel 15, eerste lid, van de voormelde wet van 12 april 1965;
 - d. het in artikel 20bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten bedoelde document dat de werkgever moet overhandigen aan een werknemer die langer dan één maand in het buitenland dient te werken;
 - e. het getuigschrift als bedoeld in artikel 21 van de wet van 3 juli 1978 dat de werkgever bij het einde van de arbeidsovereenkomst moet overhandigen aan de werknemer.

II. Onderzoek

5. Het voor advies voorgelegde wetsvoorstel bevat voornamelijk een procedureregulering en regelt strikt genomen niet de verwerking van persoonsgegevens die deze digitalisering met zich meebrengt; dit lijkt niet aangewezen, aangezien de AVG van toepassing is.

6. De aanpassing door het wetsvoorstel met betrekking tot de wijze van archivering en/of mededeling van de betrokken sociale documenten doet geen afbreuk aan de grondslag voor de rechtmatigheid van de verwerking van persoonsgegevens. In het algemeen zal het daarbij gaan om de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk is om een wettelijke verplichting van de werkgever na te komen.
7. Door te voorzien in het eenzijdige recht om het gebruik van papier voor mededeling en/of archivering te eisen, beschermen het wetsvoorstel en amendement nr. 3, terecht werknemers en werkgevers die niet over voldoende technische middelen of kennis beschikken om dergelijke mailings en archivering langs elektronische weg in voldoende veilige omstandigheden te waarborgen of te ontvangen.
8. Deze garantie is noodzakelijk omdat de overgang van papier naar elektronisch formaat van de kant van de betrokken werkgevers de vaststelling vereist van passende beveiligingsmaatregelen, zoals encryptie, om de vertrouwelijkheid van de verzonden en/of gearchiveerde persoonsgegevens te waarborgen, ook al vereist het papieren formaat eveneens de vaststelling van beveiligingsmaatregelen die aan de betrokken risico's zijn aangepast. Zoals de Raad van State in zijn advies over het wetsontwerp heeft opgemerkt, is het daarom aangewezen dit recht ook aan de werkgever en niet alleen aan de werknemer toe te kennen.
9. Wat de maatregelen ter beveiliging van elektronische communicatie betreft, merkt de Autoriteit op, zonder exhaustief te willen zijn, dat werkgevers zich moeten hoeden voor het risico dat gegevens worden verzonden naar landen die geen passend beschermingsniveau bieden.
10. Om ervoor te zorgen dat werknemers goed geïnformeerd zijn over het bestaan van dit recht om een papieren afschrift te vragen, beveelt de Autoriteit ten slotte aan dat het wetsvoorstel de werkgevers ertoe verplicht hun werknemers hierover te informeren.

Om deze redenen,

is de Autoriteit

**van oordeel dat het voor advies voorgelegde wetsvoorstel als volgt moet worden
aangepast :**

1. toekenning van het recht ook aan werkgevers en niet alleen aan werknemers om een papieren toezending of archivering te vragen (overw. 7-8) ;
2. het opleggen van een verplichting aan werkgevers om hun werknemers te informeren over hun recht om te verzoeken hun sociale documenten op papier te ontvangen (overw. 10).



Voor het Kenniscentrum
Alexandra Jaspar, Directeur

